

On s'abonne à l'imprimerie
du Gouvernement.

Prix : 12 francs par an
par la poste par trimestre et
par la poste par semestre et
par la poste par an.

MESSENGER DE TAHITI.

Abonnements : 1 franc le ligne
AU COMPTANT.
S'adresser à l'imprimerie de
Gouvernement.

PARTIE OFFICIELLE.

Le commandant des Marquises, commissaire impérial, met à l'ordre du jour des Etablissements français de l'Océanie la proclamation suivante :

La nation française appelée, après tant de révolutions, à se prononcer librement sur la forme de Gouvernement qu'elle entendait enfin s'imposer, a voté, presque à l'unanimité, les 21 et 22 novembre, le plébiscite dont la teneur suit :

« Le peuple veut le rétablissement de la dignité impériale dans la personne de Louis-Napoléon Bonaparte, une hérédité dans sa descendance directe, légitime ou adoptive, et lui donne le droit de régler l'ordre de succession « au trône dans la famille Bonaparte, ainsi qu'il est prévu par le sénatus-consulte du 7 novembre 1852. »

En conséquence de ce vœu, exprimé par 7,821,189 voix, c'est-à-dire par l'unanimité à peu-près entière des citoyens actifs de la France,

NAPOLEON,
Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A, le 2 décembre, décrété ce qui suit :

Art. 1. Le sénatus-consulte du 7 novembre 1852, ratifié par le plébiscite des 21 et 22 novembre, est promulgué et devient loi de l'Etat.

Art. 2. Louis-Napoléon Bonaparte, est Empereur des Français sous le nom de Napoléon III, Vire l'Empereur !

Signé : PAGE.

Decret promulguant le rétablissement de l'Empire.

« Napoléon,
Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, empereur des Français,

A nous présents et à venir, salut :

« Vu le sénatus-consulte, en date du 7 novembre 1852, qui soumet au peuple le plébiscite dont la teneur suit :
« Le peuple veut le rétablissement de la dignité impériale dans la personne de Louis-Napoléon Bonaparte, avec hérédité dans sa descendance directe, légitime ou adoptive, en lui donnant le droit de régler l'ordre de succession dans la famille Bonaparte, ainsi qu'il est prévu par le sénatus-consulte du 7 novembre 1852. »

« Vu la déclaration du Corps législatif, qui constate que les opérations du vote ont été faites librement et régulièrement accomplies ;

« Que le recensement général des suffrages émis, sur le projet de plébiscite a donné sept millions huit cent vingt-quatre mille cent quatre-vingt-neuf (7,821,189) bulletins positifs, le mot oui ;

« Deux cent cinquante-trois mille cent quarante-cinq (253,145) bulletins portant le mot non ;

« Soixante-trois mille trois cent vingt-six (63,226) bulletins nuls ;

« Ayant décrété et décrétant ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le sénatus-consulte du 7 novembre 1852, ratifié par le plébiscite des 21 et 22 novembre, est promulgué et devient loi de l'Etat.

Art. 2. Louis-Napoléon Bonaparte est Empereur des Français, sous le nom de Napoléon III.

MANDONS ET ORDONNONS les présentes, revêtues du sceau de l'Etat, insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les insèrent dans leurs registres, les observent et les fassent observer. Les ministres, chacun en ce qui le concerne, sont chargés d'en surveiller l'exécution.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 2 décembre 1852.

Par l'Empereur
Le ministre d'Etat,
ACHILLE FOUILLÉ.

Vu et revêtu du sceau de l'Etat.
Le garde des sceaux, ministre de la Justice,
ANDRÉAT.

Expéditions des arrêtés et jugements.

NAPOLEON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à nous présents et à venir, salut :

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la Justice ;

Vu les art. 7, 31 et 32 de la Constitution ;

Vu le sénatus-consulte du 7 novembre 1852 ;

Vu le plébiscite du 7 novembre 1852 ;

Ayons décrété et décrétant ce qui suit :

Art. 1^{er}. A partir de ce jour, les expéditions des arrêtés, jugements, mandats de justice, ainsi que les grosses et expéditions des procès-verbaux et tous autres actes susceptibles d'exécution forcée seront insérées dans ce journal :

Nous (le présent de l'Empereur), par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à nous présents et à venir, salut :

Compte l'arrêt, le jugement, le mandat de justice ou l'acte notarié :

Art. 2. Lesdits arrêtés, jugements, mandats de justice et bulles ou autres actes seront insérés dans :

Mandons et ordonnances : les arrêts, sur ce requis, de maître ; les arrêts (ou les jugements, etc.) à exécution, à nos procureurs généraux et à nos procureurs près les tribunaux de première instance d'y tenir la main, à tous commandants et officiers de la justice publique, à porter main-forte lorsque le cas en sera jugé requis.

En foi de quoi le présent arrêt (ou jugement, etc.) a été signé par :

Art. 3. Les porteurs des expéditions des arrêtés et jugements, des grosses et expéditions délivrées avant le 1^{er} du 1^{er} mois, qui voudront les faire mettre à exécution, devront préalablement les présenter soit aux greffiers des cours et tribunaux, soit aux greffiers d'arrêts et de jugements, soit à un notaire, s'il s'agit d'expéditions d'actes notariés, et ce, afin qu'ils les formalisent et les aient ainsi signés à celles dont elles étaient revêtues précédemment.

Art. 4. Les additions seront faites sans frais.

Art. 5. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la Justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 2 décembre 1852.

Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat, au département de la Justice,

ANDRÉAT.

Cours impériales.

NAPOLEON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à nous présents et à venir, salut :

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la Justice ;

Ayons décrété et décrétant ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les cours d'appel prendront le titre de cours impériales.

Art. 2. Les procureurs généraux près lesdites cours prendront le titre de procureurs généraux impériaux.

Les substituts près les tribunaux de première instance porteront le titre de procureurs impériaux.

Art. 3. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la Justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 2 décembre 1852.

Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la Justice,

ANDRÉAT.

Conformément aux ordres de M. le chef de division, commissaire impérial, le premier conseil de guerre permanent à Tahiti, s'est réuni le 11 avril 1853, à l'effet de juger le nommé Segouillot (Jean), fusilier à la deuxième compagnie du premier régiment d'infanterie de marine, accusé de voies de fait envers son supérieur.

Le premier conseil de guerre permanent a condamné à l'unanimité le coupable à la peine mort.

M. le commissaire impérial aux lies de la Société, eu égard à l'inauguration du nouvel Empire français, le conseil d'administration entendu,

ORDONNE :

Qu'il sera sursis à l'exécution du jugement du fusilier Segouillot (Jean), condamné à la peine de mort pour voies de fait envers son supérieur, jusqu'à ce que Sa Majesté l'Empereur, Napoléon III ait prononcé sur le recours en grâce, ou en commutation de peine que le condamné a soumis humblement à la clémence impériale.

Signé : PAGE.

PARTIE NON OFFICIELLE.

NOUVELLES DIVERSES.

— Mardi dernier, à Tahiti, le bateau à vapeur américain *New-Orleans* a fait route pour Sydney, après un séjour de douze jours à Papeete.

En sortant des passes, le *New-Orleans* a salué le pavillon français de sept coups de canon ;

